INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 30 mars 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont bénéficié du ralentissement de l'inflation en Europe et de l'apaisement de l'inquiétude à propos du secteur bancaire. La hausse a aussi pu être favorisée par des habillages de portefeuille de fin de trimestre. L'indice CAC 40 a gagné 1,06% à 7 263,37 points tandis que l'EuroStoxx50 a progressé de 1,35% à 4 288,22 points. La tendance haussière était moins prononcée à Wall Street où le Dow Jones s'adjugeait 0,08% vers 17h30.
* Les investisseurs ont pris connaissance d'une inflation espagnole de 3,3% en rythme annuel, un niveau inférieur au consensus Reuters de 3,8%. Elle recule nettement par rapport à février où elle s'était élevée à 6%. Cette évolution est principalement due au fait que les prix de l'électricité et des carburants ont augmenté en mars 2022 et diminuent ce mois-ci. Hors énergie et alimentation, l'inflation s'est révélée plus résiliente, passant de 7,6% à 7,5%.
* La hausse des prix en Allemagne n'a pas ralenti autant qu'attendu. L'inflation annuelle s'est élevée à 7,8% en mars en données harmonisées, selon une première estimation de Destatis. Elle était attendue à 7,5% après 9,3% en février.
* Cette publication a entraîné une hausse des taux longs et de l'euro, qui est repassé au-dessus de 1,09 dollar.
* Demain, les investisseurs tourneront leur attention vers l'indice des prix PCE aux Etats-Unis, la mesure préférée de l'inflation de la Fed.
* En février, la banque centrale mexicaine Banxico a surpris par son côté hawkish en relevant son taux directeur de 50 points de base au lieu des 25 points de base attendus, tout en signalant une hausse moins importante pour le mois de mars. Depuis, beaucoup de choses se sont passées sur les marchés financiers, mais selon les commentaires du vice-gouverneur de Banxico la semaine dernière, ni la Fed ni les turbulences sur le marché bancaire américain n'affecteront la décision d'aujourd'hui sur les taux d'intérêt.

A ce sujet, Esther Reichelt, analyste FX chez Commerzbank, se penche sur les perspectives du peso mexicain suite à la nervosité du secteur bancaire américain.

Pour cette spécialiste, " si les incertitudes devaient se poursuivre, contrairement à nos attentes, et exercer une pression excessive sur l'économie américaine, l'économie mexicaine pourrait également en pâtir en raison des liens étroits qui existent entre les deux pays, ce qui se traduirait tôt ou tard par un affaiblissement des perspectives d'inflation ".

Elle ajoute : " Comme Banxico dispose d'une importante marge de manœuvre pour réduire ses taux en cas de crise grâce à son cycle agressif de hausse des taux, le peso a été l'un des plus grands perdants des turbulences dans le secteur bancaire américain. Cependant, si celles-ci s'estompent comme le prévoient nos économistes, le peso mexicain devrait rapidement retracer ses pertes grâce au maintien de l'approche hawkish de Banxico."

* Les stocks américains de gaz ont baissé de 47 milliards de pieds cubes de gaz au cours de la semaine terminée le 24 mars, après une baisse de 72 milliards la semaine précédente. Les spécialistes tablaient sur une baisse de 54 milliards de pieds cubes. Selon les estimations de l'EIA (Agence d'information sur l'énergie), le gaz de travail stocké s'élevait à 1 853 milliards de pieds cubes le vendredi 24 mars. Cela représente une diminution nette de 47 milliards de pieds cubes par rapport à la semaine précédente.

Les stocks étaient supérieurs de 442 milliards de pieds cubes à ceux de l'année dernière à la même époque et de 321 milliards de pieds cubes à la moyenne sur cinq ans de 1 532 milliards de pieds cubes.

* Il y a eu 14 événements de défaut distincts depuis 2020, dans neuf pays souverains différents contre 19 défauts dans 13 pays différents entre 2000 et 2019, indique Fitch Ratings dans un nouveau rapport. Un nombre record de cinq États souverains notés par Fitch sont en défaut : Biélorussie, Liban, Ghana, Sri Lanka et Zambie. En outre, Fitch note huit États souverains à "CCC+" ou moins, et neuf autres à "B-". Le taux de défaut cumulé moyen sur cinq ans entre 1995 et 2021 pour les États souverains notés "C" à "CCC+" par Fitch était de 40,6 %.

Le ratio médian dette publique sur PIB des États souverains notés par Fitch a augmenté régulièrement, passant de 31% en 2008 à 48% avant la pandémie, grâce à l'accès plus facile des marchés frontières au marché des euro-obligations et aux emprunts contractés auprès de la Chine.

Dans ce contexte, les marchés frontières disposant de marges de sécurité limitées étaient mal placés pour faire face aux chocs sévères de la pandémie et à l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, sur l'inflation mondiale et sur le brusque resserrement de la politique monétaire qui s'en est suivi.

En moyenne, les défaillances des emprunteurs souverains en 2020-2022 sont plus longues à résoudre, même si l'échantillon est de taille limitée. La durée médiane des défaillances des États souverains notés par Fitch depuis 2020 est de 107 jours (et cinq ne sont pas résolues), contre 35 jours pour l'ensemble des défaillances depuis 2000. La lenteur des restructurations ne sert ni les intérêts des débiteurs ni ceux des créanciers et augmente le coût du financement.

* Dans un contexte de crise alimentaire mondiale aggravée par la guerre en Ukraine, d'intensification des changements climatiques et de risque de surendettement qui plane sur nombre de pays, Jutta Urpilainen (Commissaire européenne aux partenariats internationaux) et Alvaro Lario (Président du Fonds international de développement agricole : FIDA), ont signé deux accords afin de favoriser la production locale et durable d'aliments nutritifs et renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face aux chocs climatiques et économiques en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Ces accords portent sur un montant total de 70,7 millions d'euros

L'Union européenne alloue la somme de 52,5 millions d'euros au FIDA dans le cadre du programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Ce programme va promouvoir l'agroécologie et les pratiques agricoles durables afin d'améliorer et de maintenir la fertilité des sols, une utilisation plus efficiente des engrais chimiques et organiques, une gestion durable de l'eau afin de s'assurer que les sols tirent pleinement parti des nutriments, la production locale d'engrais biologiques, l'utilisation de biodigesteurs et l'accès des petits producteurs et productrices à des intrants adaptés aux conditions agroécologiques locales.

Les activités seront mises en œuvre en Éthiopie, au Liberia, au Malawi, au Mali et au Niger, et d'autres pays pourraient venir s'ajouter au fil du temps.

L'Union européenne accorde également une subvention de 18,2 millions d'euros pour le programme mondial d'appui aux petits producteurs qui pratiquent l'agroécologie et à la transformation durable des systèmes alimentaires. Le Royaume de Belgique accorde également 5 millions d'euros supplémentaires.

**SOCIETES**

* Du côté de la cote, le calme est revenu dans le secteur bancaire, qui a passé sa journée dans le vert. Les rares baisses ont été enregistrées dans les secteurs défensifs, Danone et Sanofi, mais aussi de la défense, comme Thales.
* Société Générale et BNP Paribas ont figuré parmi les plus fortes hausses de l'indice CAC 40, progressant de respectivement 3,2% à 20,78 euros et 2,17% à 54,53 euros. A quelques distances, Crédit Agricole s'est adjugé 1,15% à 10,37 euros. L’absence de mauvaise nouvelle du côté du secteur bancaire est en soi une bonne nouvelle après près de trois semaines de turbulences des deux côtés de l'Atlantique. Il ne bénéficie même pas du soutien des taux longs, actuellement en léger retrait.
* Trois mois après la prise de participation des Enseignes Casino dans le capital de la société Smart Good Things Holding, les deux partenaires annoncent aujourd’hui la signature d’un accord commercial reposant sur deux axes : le développement et l’exploitation de parapharmacies ; l’installation de « shops-in-shops » dédiés aux innovations produits alimentaires et non alimentaires, au sein des hypermarchés et supermarchés Casino. L’accord constate également l’accroissement de la participation de la société Distribution Casino France dans le capital de Smart Good Things Holding.

Dès le deuxième trimestre 2023, les Enseignes Casino confieront à Smart Good Things l'exploitation et le développement d'une quarantaine de parapharmacies au sein des supermarchés et hypermarchés Casino.

* Saint-Gobain est le premier industriel au monde à avoir réalisé une production test de verre plat avec plus de 30% d'hydrogène lors d'essais de Recherche & Développement (R&D) sur le site d'Herzogenrath, en Allemagne. Cette première mondiale prouve la faisabilité technique de la fabrication de verre plat avec une part significative d'hydrogène, qui viendra en complément d'autres sources d'énergies décarbonées et permettra de diminuer jusqu'à 70% les émissions de CO2 directes du site (scope 1).

**ANALYSE**

* Ce n'est pas encore la panne sèche. Mais la capacité des économies à croître n'est plus aussi élevée. Tel est l'avertissement de la Banque mondiale dans une note spéciale publiée ce lundi. Pour l'institution multilatérale, la « vitesse limite » de l'économie mondiale - c'est-à-dire le taux de croissance maximal à long terme sans risque d'inflation - devrait tomber d'ici 2030 à son niveau le plus bas depuis trois décennies.

Nous assistons à un « déclin progressif de la quasi-totalité des forces économiques qui ont favorisé le progrès et la prospérité au cours des trente dernières années », assène la Banque.

Entre 2022 et 2030, la croissance moyenne potentielle du produit intérieur brut (PIB) mondial devrait reculer d'environ un tiers par rapport au taux prévalant au cours de la première décennie du XXIe siècle. Elle tomberait à 2,2 % par an. Pour les pays en développement, le recul sera tout aussi marqué. Leur croissance potentielle passerait ainsi de 6 % par an entre 2000 et 2010 à 4 % pendant le reste de la décennie actuelle.

Bon nombre de facteurs sous-tendent cette analyse. D'abord, l'investissement patine. Les flux d'investissements directs étrangers vers les pays émergents et en développement ne sont plus aussi élevés que pendant les années 2000. Le ralentissement des investissements observé au cours de la période 2011-2021 se prolongera probablement jusqu'à la fin de la décennie en cours, en raison des conséquences de la pandémie de Covid-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Entre 2022 et 2024, la hausse de l'investissement dans les pays émergents et en développement n'atteindrait en moyenne que 3,5 % par an, soit environ la moitié de ce qui avait été enregistré entre 2000 et 2021.

La croissance annuelle moyenne de l'investissement entre 2022 et 2030 devrait être inférieure de 0,3 à 1,8 %, en moyenne, à celle de la période 2011-2021 dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud, souligne encore la Banque.

La population active mondiale n'augmente par ailleurs que très lentement à mesure que les populations vieillissent dans les pays industrialisés, mais également dans de nombreux pays émergents et en développement. Le choc provoqué par le Covid-19, avec la fermeture des écoles et les pertes dans le domaine de l’apprentissage, exercera des effets durables sur la croissance, alerte l'institution.

Pour ne rien arranger, le commerce international, qui a augmenté deux fois plus vite que le PIB des années 1990 à 2011, parvient à peine à égaler la croissance mondiale aujourd'hui. Moteurs traditionnels de cette dernière, les échanges commerciaux sont entravés par un recours de plus en plus généralisé à des mesures protectionnistes.

« L'économie mondiale est peut-être en train de perdre une décennie », souligne, dans le communiqué de la Banque, Indermit Gill, l'économiste en chef de l'institution. A ses yeux, le déclin actuel « n'est pas irréversible ».

Le rapport préconise des mesures spécifiques à prendre d'urgence. Il importe d'harmoniser les cadres monétaires, budgétaires et financiers. Les responsables politiques devraient donner la priorité à la maîtrise de l'inflation, à la stabilité du secteur financier, à la réduction de la dette et au rétablissement de la prudence budgétaire.

La Banque appelle aussi à intensifier les investissements, que ce soit dans les transports, l'énergie, l'industrie et l'agriculture ainsi que dans la gestion des sols et des ressources en eau. Les coûts des échanges commerciaux doivent être également réduits. Les coûts du commerce, principalement associés au transport, à la logistique et aux réglementations, doublent actuellement le prix des biens échangés au niveau international.

A cela s'ajoute l'importance d'accroître la participation au marché du travail. Environ la moitié du ralentissement attendu de la croissance du PIB potentiel jusqu'en 2030 sera imputable à l'évolution démographique, notamment à la diminution de la population en âge de travailler et à la contraction de la main-d’œuvre à mesure que les sociétés vieillissent.

**L’AGENDA DU 31 mars 2023**

**8h45 en Franc**e  
Consommation des ménages en biens en mars  
Inflation en mars

**9h55 en Allemagne**  
Taux de chômage en février  
  
**11h00 en zone euro**  
Inflation en mars  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Revenu et consommation des ménages en février  
Indice des prix PCE en février  
  
**15h45 aux Etats-Unis**  
Indice des directeurs d'achat de la région de Chicago en mars  
  
**15h45 aux Etats-Unis**  
Dernière estimation de la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en mars